

Cellule carrières, mines, après-mine, éolien  
Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

**Arrêté Préfectoral complémentaire N° 2024-036-DREAL du 31 AOÛT 2024**

Prorogeant de deux ans l'arrêté préfectoral n° 04-205 N du 16 novembre 2004 autorisant la société APPIA GARD (devenue SNC Eiffage travaux publics par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-069N du 23 juillet 2010 et devenue Eiffage Route Grand Sud enregistré en préfecture le 23 septembre 2020) à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de Saint-Alexandre au lieu-dit « Roquebrune »

Le Préfet du Gard  
Chevalier de la Légion d'honneur  
Chevalier de l'Ordre national du Mérite

- VU** le code de l'environnement et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel du 9 février 2004 modifié relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- VU** le décret du Président de la République en conseil des ministres du 13 juillet 2023 portant nomination de monsieur Jérôme BONET en qualité de préfet du Gard ;
- VU** le décret du 24 avril 2024 nommant M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- VU** l'arrêté n° 30-2024-05-06-00001 du 6 mai 2024 donnant délégation de signature à M. Yann GÉRARD, secrétaire général de la préfecture du Gard, sous-préfet de Nîmes ;
- VU** l'arrêté préfectoral n° 04-205 N du 16 novembre 2004 autorisant la société APPIA GARD à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de Saint-Alexandre au lieu-dit « Roquebrune » ;
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n°06-064 N du 17 mai 2006 autorisant la société APPIA Gard à exploiter une carrière de calcaire sur le territoire de la commune de Saint-Alexandre au lieu-dit « Roquebrune » (Modification de la côte minimale d'extraction)
- VU** l'arrêté préfectoral complémentaire n° 10-069N du 23 juillet 2010 autorisant le changement d'exploitant de la carrière de calcaire à Saint-Alexandre au lieu-dit « Roquebrune ». Exploitant : SNC Eiffage travaux publics ;
- VU** Le courrier de Monsieur le Préfet du Gard daté du 23 septembre 2020 actant le changement de dénomination sociale de la carrière (ref 2020.09.482) ;
- VU** le dossier reçu en préfecture le 24 mai 2024 par lequel M Denis Mathelin agissant en tant que directeur de l'établissement Eiffage Route Grand Sud sollicite les modifications des conditions d'exploitation de la carrière susvisée ;
- VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement en date du 18/07/2024 et le projet d'arrêté transmis à l'exploitant en date du 18 juillet 2024 par courrier au titre du contradictoire ;
- VU** la réponse de l'exploitant par courriel en date du 24 juillet 2024 ;

**Considérant** que l'arrêté préfectoral d'autorisation du 16 novembre 2004 susvisé arrive à échéance au 16 novembre 2024, remise en état comprise ;

**Considérant** que l'exploitant envisage de déposer une nouvelle demande d'autorisation durant la prolongation de deux ans demandée ;

**Considérant** qu'au regard des délais réglementaires d'instruction prévus par le code de l'environnement, la nouvelle autorisation ne pourra pas être accordée avant l'échéance de l'autorisation actuelle ;

**Considérant** que la présente demande ne porte que sur la prolongation de la durée de l'autorisation de deux ans sans modifier les impacts et inconvénients de la carrière, notamment en ce qui concerne les quantités de matériaux extraites déjà autorisées ;

**Considérant** que cette exploitation complémentaire est réalisée sans extension géographique du périmètre autorisée et sans augmentation des quantités extraites ;

**Considérant** que les impacts du fonctionnement de l'installation pendant cette prolongation sont compensés par un moindre impact pendant la durée de l'autorisation du fait d'un rythme d'exploitation plus faible ;

**Considérant** que le tonnage de matériaux extraits au jour de la demande a été inférieur à la capacité totale initialement autorisée par l'arrêté préfectoral susvisé ;

**Considérant** que cette modification n'est pas de nature à entraîner des dangers ou inconvénients "significatifs" pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement ni à avoir d'incidences négatives notables sur l'environnement ;

**Considérant** que le pétitionnaire a présenté la mise à jour du calcul des garanties financières permettant de couvrir la durée de prolongation sollicitée ;

**Considérant** que l'exploitant dispose de la maîtrise foncière de l'ensemble des parcelles constituant la carrière pour l'ensemble de la période de prolongation de l'autorisation définie à l'article 1 du présent arrêté ;

**Considérant** que, conformément à l'article R. 181-46, cette modification est non substantielle et ainsi ne nécessite pas le dépôt d'un dossier de demande d'autorisation avec enquête publique ;

**Considérant** que ces modifications nécessitent des actualisations des dispositions de l'arrêté préfectoral ;

**Considérant** qu'il y a ainsi lieu de modifier les dispositions de l'arrêté d'autorisation ;

Sur proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture du Gard;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 : DURÉE DE L'AUTORISATION**

La société Eiffage Route Grand Sud, dont le siège social est situé 360 rue Louis de Broglie à Aix-en-Provence (13290), est autorisée à poursuivre l'exploitation d'une carrière de calcaire située au lieu-dit « Roquebrune » sur le territoire de la commune de Saint-Alexandre pour une durée de deux ans à compter de la date d'échéance de l'arrêté préfectoral n° 04-205 N du 16 novembre 2004 susvisé, soit jusqu'au 16 novembre 2026, remise en état comprise.

## **Article 2 : GARANTIES FINANCIÈRES**

La société Eiffage Route Grand Sud doit se conformer aux obligations mentionnées dans l'arrêté préfectoral de 2004 susvisé relatives à la constitution des garanties financières en fournissant, dans un délai d'un mois à compter de la notification du présent arrêté, un acte de cautionnement actualisé.

Le montant de la garantie financière applicable pour la période du 16/11/2024 au 16/11/2026 s'élève à 108971,14 euros TTC à actualiser avec l'indice TP01 en vigueur au moment de la rédaction de l'acte, comprenant la période de remise en état du site. En tout état de cause les garanties financières sont maintenues jusqu'à la remise en état constatée par l'inspection des installations classées.

En l'absence de fourniture du document ou en l'absence de réponse sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté, le préfet engage les sanctions visées à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

## **Article 3 : DELAIS ET VOIES DE RECOURS, PUBLICITE ET EXECUTION**

### **Article 3.1 Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Nîmes, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code par voie postale ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr):

1°) par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du même code dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de cette décision ;

2°) Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée au bénéficiaire dont l'adresse figure à l'article 1er ci-dessus, avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

### **Article 3.2 Publicité**

En vue de l'information des tiers :

Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Saint-Alexandre et pourra y être consultée. Un extrait de cet arrêté sera affiché dans cette mairie pendant une durée minimum d'un mois. L'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Gard pendant une durée minimale de quatre mois.

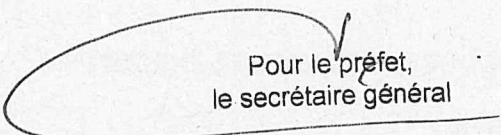
Le présent arrêté est publié sur le site internet gouvernemental Géorisques – rubrique Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse : <https://www.georisques.gouv.fr/risques/installations/donnees?page=1>

### Article 3.3 Exécution

Le Secrétaire Général de la préfecture du Gard,  
le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de la région Occitanie,  
le Maire de la commune de Saint Alexandre,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie leur est adressée ainsi qu'au pétitionnaire.

Fait à Nîmes,  
Le Préfet



Pour le préfet,  
le secrétaire général

Yann GÉRARD

**ANNEXE 1**  
**PLAN DES GARANTIES FINANCIERES**

**MODALITES DE MISE EN OEUVRE DES GARANTIES FINANCIERES PENDANT LA DUREE DE LA PROLONGATION**

1. Nature des garanties financières

Les garanties financières que s'engage à mettre en œuvre la société EIFFAGE ROUTE GRAND SUD dès l'obtention de l'autorisation de prolongation de l'exploitation seront constituées par un acte de cautionnement solidaire à hauteur du montant calculé fourni par un établissement de crédit.

2. Montant des garanties financières

Le calcul du montant des garanties financières a été effectué en application de l'Arrêté Ministériel du 24 décembre 2009.

Le coefficient  $\alpha$  utilisé a une valeur de 1,38. Il a été calculé selon la formule jointe dans l'arrêté ministériel sus-nommé, avec pour valeur d'Index et de TVAR suivantes :

- o Index : 129,60 (dernier indice TP01 connu en date de décembre 2023 Index raccordé : 846,87)
- o Index0 : 616,5
- o TVAR : 0,200
- o TVA0 : 0,196

$\alpha$  est déterminé par la formule suivante :

$$\alpha = (\text{Index} / \text{Index}_0) \times (1 + \text{TVAR}) / (1 + \text{TVA}_0)$$

Nous nous trouvons dans le cas n°2 d'une carrière en fosse ou à flanc de relief. Les coûts unitaires utilisés sont les suivants :

- o Infrastructures et surfaces défrichées

$$C1 = 15\,555 \text{ €/ha}$$

- o Surfaces en chantier

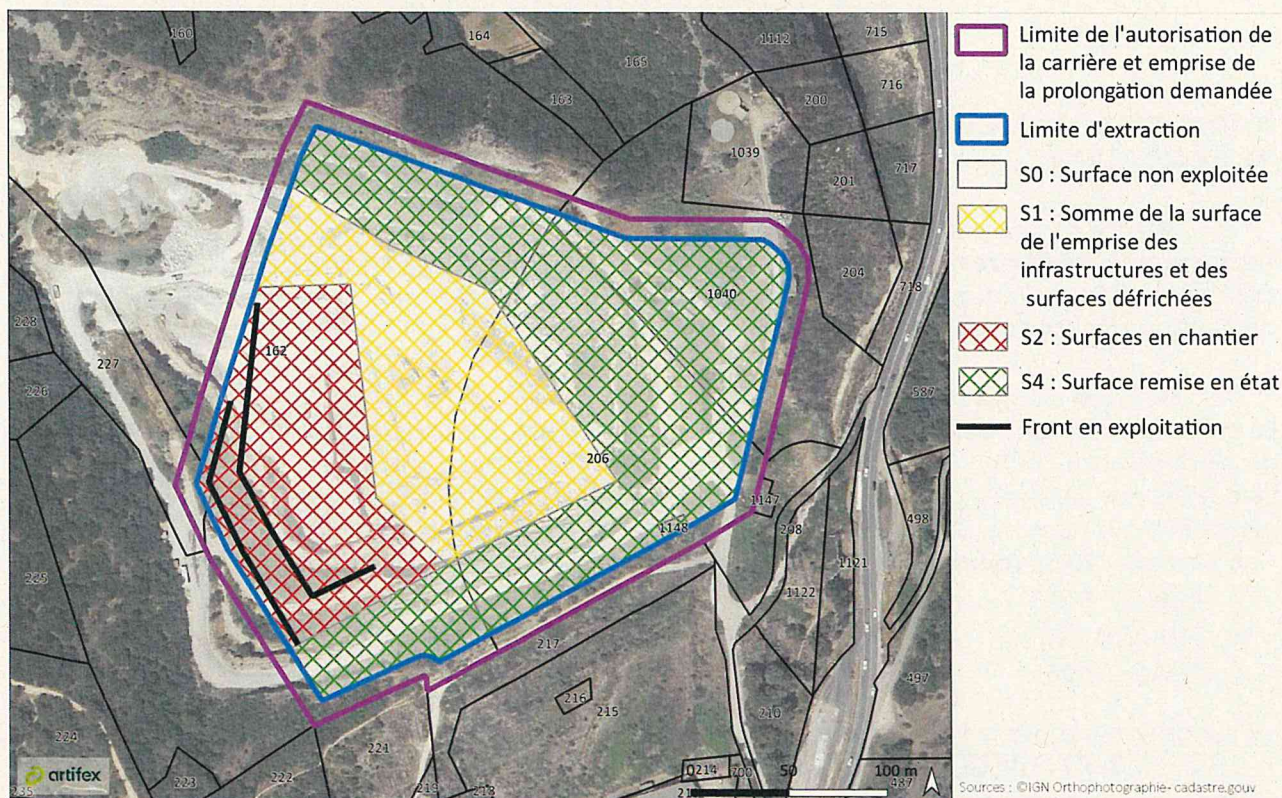
$$C2 = 36\,290 \text{ €/ha pour les 5 premiers hectares ; } 29\,625 \text{ €/ha au-delà ;}$$

- o Linéaire de fronts

$$C3 = 17\,775 \text{ €/ha}$$

On trouvera ci-après un plan sur lequel nous avons reporté pour la phase :

- o S1 = Surface des infrastructures et défrichées
- o S2 = Surface en chantier
- o S3 = Surface des fronts



Le tableau ci-après récapitule le montant total en euro, toutes taxes comprises, de la phase :

	Montant des garanties financières
Phase n°1 (2024 à 2026)	108 971,14 € TTC

#### 1. Délai de constitution

Les garanties financières seront constituées dès la notification de l'autorisation de prolongation de la durée d'exploitation. L'acte de cautionnement sera envoyé à la Préfecture.